

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514-3900110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation des délégations
Version finale du vendredi 4 mai 2012



Congrès de la CLASSE

Samedi le 5 mai 2012

9h00

Lieu

Cégep de Marie-Victorin

7000, rue Marie-Victorin

Montréal, Québec

H1G 2J6

Frais de participation

25,00 \$ par personne

Hébergement

Hébergement militant sur demande



Table des matières

Table des matières.....	2
Proposition d'ordre du jour.....	3
Textes, bilans et candidatures.....	4
Candidature de Camille Robert comme porte-parole de la CLASSE.....	4
Texte de réflexion de Geneviève Dessureault (AESSUM).....	4
Bilan du Conseil exécutif.....	5
Propositions.....	8

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :
 - 0.0 Ouverture
 - 1.0 Procédures
 - 1.1 Praesidium
 - 1.2 Lecture et adoption du l'ordre du jour
 - 1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures
 - 1.4 Adoption du procès-verbal
 - 2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE
 - 3.0 Bilans
 - 4.0 Femmes
 - 5.0 Plan d'action
 - 5.1 Manifestations et actions
 - 5.2 Grève
 - 5.3 Négociations
 - 6.0 ASSÉ
 - 6.1 Membres
 - 6.2 Congrès annuel et élections à l'ASSÉ
 - 7.0 Revendications
 - 8.0 Finances
 - 9.0 Élections
 - 9.1 Comités et Conseils de la CLASSE
 - 9.1.1 Présentation
 - 9.1.2 Plénière
 - 9.1.3 Scrutin
 - 10.0 Prochains Congrès de la CLASSE
 - 11.0 Avis de motion
 - 11.1 Dépôt des avis de motion
 - 11.2 Traitement des avis de motion
 - 12.0 Varia
 13. Levée

Textes, bilans et candidatures

Candidature de Camille Robert comme porte-parole de la CLASSE

Montréal, le 2 mai 2012

Bonjour,

Je vous écris afin de déposer ma candidature pour le poste de coporte-parole. Après plusieurs semaines de grève, il peut sembler surprenant de souhaiter doter la CLASSE d'une troisième porte-parole. Détrompons-nous. Après onze semaines, et probablement plusieurs autres à venir, il est peut-être opportun de fournir du sang neuf à l'un des comités les plus sous pression. En ce sens, c'est en toute humilité que je présente ma candidature ; il n'est pas question de remplacer qui que ce soit, mais plutôt de relayer, au besoin, les coporte-parole actuel-le-s.

Je suis inscrite à ma troisième année au baccalauréat en Histoire à l'UQÀM. Je me suis impliquée dans l'exécutif de mon association étudiante modulaire (AÉMH) durant les deux dernières années, d'abord comme responsable aux affaires socio-culturelles, puis comme responsable aux affaires externes. Je suis aussi membre du comité à l'information depuis le printemps dernier, ainsi que secrétaire aux affaires externes pour l'AFESH-UQÀM depuis janvier. Bien que j'aie milité dans différents groupes (Convergence des Luttés Anti-Capitalistes, syndicat local, Rassemblement des Artistes Très Sensibilisé-e-s, etc.) durant les dernières années, j'ai décidé de prioriser le mouvement étudiant pour cette année ;

Texte de réflexion de Geneviève Dessureault (AÉSSUM)

À l'AÉSSUM nous avons pris connaissance de la situation survenue dimanche dernier lors du congrès de la CLASSE, ayant des déléguées présentes. Nous faisons ici référence à la sortie sur CNW d'un premier communiqué de presse alors

cela va de soi.

En m'impliquant dans différentes organisations, j'ai été appelée fréquemment à prendre la parole dans les médias pour défendre plusieurs enjeux. Qu'il s'agisse d'exposer la lutte syndicale dans une librairie ou de dénoncer les bavures policières lors du G20 à Toronto, je suis en mesure de mettre de l'avant des sujets qui sortent des sentiers battus des médias de masse. Depuis le début de la grève, j'ai aussi ponctuellement répondu aux questions des journalistes envers l'AFESH, en tant que secrétaire aux affaires externes, et été porte-parole pour des actions locales.

Je suis tout à fait consciente que déjà plusieurs semaines de grève se sont écoulées, mais à mon avis, il n'est pas trop tard pour se doter de plus de porte-parole dans un conflit qui s'annonce encore long. L'objectif de cette démarche est d'enlever du poids sur les épaules des deux personnes déjà élues, ainsi que de faciliter l'atteinte de la parité homme-femme dans les apparitions médiatiques. Au niveau des différentes positions de la CLASSE, je crois être assez à l'aise de les défendre, ayant assisté à la plupart des derniers congrès.

Si vous avez des questions, je vous invite à en faire part en congrès.

Solidairement,
Camille Robert

Étudiante au baccalauréat en Histoire à l'UQÀM
Appuyée par l'AFESH-UQÀM

que le congrès était toujours en discussion quant à la position à adopter concernant la violence. Voici une petite réflexion que notre conseil exécutif a jugé bon de partager avec le congrès.

Saine démocratie directe dans l'urgence

Il est remarquable qu'une organisation puisse offrir la libre expression à tous ses membres. À la

suite de la sortie médias, il y avait un réel malaise, une frustration due au fait que cette sortie médiatique ne respectait pas les mandats votés en congrès. L'exercice auquel la CLASSE s'est prêtée, soit l'expression des mécontentements et des désaccords, prouve la santé de l'organisation. Une démocratie directe saine permet l'expression de ces désaccords. Nous vous invitons à prendre un moment pour réfléchir à tout cela...

L'urgence a été invoquée pour justifier l'empressement dans lequel semble avoir été rédigé puis envoyé ledit communiqué. Cet empressement est compréhensible lorsque nous replaçons l'événement dans son contexte. Le conseil exécutif et le comité média semblent avoir été emportés dans la tempête médiatique et avoir perdu le nord. Sous la pression, l'urgence d'agir. Mais pour qui, pourquoi et comment? Qui est notre premier souci? Pour qui militons-nous? Quelle pression nous amène à agir avec une telle hâte?

L'empressement ne fait pas toujours la différence dans la résolution d'un conflit ou d'une impasse. Nous sommes dans l'obligation de reconnaître que le débat et la prise de décisions démocratiques sont dépendants du temps qu'on leur accorde. Les mandats que nos porte-paroles portent et diffusent ne sont pas des opinions personnelles d'une Élite éclairée. Alors que notre société ne connaît que la représentation par des « éclairés et éclairées », elle semble si aliénée quant au processus démocratique qu'elle ne comprend pas la valeur d'une démocratie directe exigeante, lente, conscientisante et participative. Nous vous invitons à partager à la population, via les médias, les postulats de ce fonctionnement démocratique, long, mais direct.

Le système capitaliste actuel nous amène à travailler sous pression constante. La communication média et le travail des journalistes est probablement le domaine qui illustre le mieux cette situation imposée aux hommes et aux femmes par le système de productivité actuel. Accordons-nous le recul nécessaire pour que tous et toutes, nous restions la voix et la courroie de transmission des étudiantes et étudiants du Québec.

Des demandes toutes plus pressantes les unes que les autres risquent de fuser dans les jours à venir. Nous invitons le conseil exécutif, le comité média ainsi que tous les étudiants et toutes les étudiantes en grève à prendre un temps de réflexion. Rappelons-nous d'une part notre mandat et d'autre part, que ce ne sera pas le gouvernement qui nous décernera une motion de félicitations, mais les 100 000 étudiants et étudiantes étant directement entenduEs dans les instances de la CLASSE. Continuons notre lutte et restons déterminéEs à accomplir ensemble ce que nous bâtissons depuis plusieurs mois !

Geneviève Dessureault
Membre de l'AESSUM

Bilan du Conseil exécutif

Cette semaine, le bilan du Conseil exécutif sera relativement bref. Il sera principalement question du plan d'action, de l'orientation de la campagne ainsi que du travail de l'équipe exécutive.

Tout d'abord, le Conseil exécutif souhaite soulever deux points principaux en ce qui a trait à la structuration ainsi que l'organisation de notre plan d'action. Il s'agit des multiples injonctions reçues et leurs conséquences ainsi que l'organisation d'une masse considérable d'actions et de manifestations bien en marge du plan d'action de la CLASSE.

Comme vous avez sans doute pu le constater, nous avons actuellement de la difficulté à organiser des événements d'envergure nationale en parallèle de la multitude d'activités remplissant les calendriers des militantes et militants. Cela est selon nous grandement dû à l'ampleur du travail que nécessite la lutte aux injonctions sur les différents campus du Québec. Alors que plusieurs activités sont organisées à Montréal, il devient difficile pour les associations en lutte directe contre des injonctions de se se déplacer pour ainsi se joindre à la mobilisation nationale autour de certains événements particuliers.

Par la suite, il est possible de constater que nous avons actuellement de la difficulté à faire de notre plan d'action l'élément structurant de la présente grève, comme il en était le cas plus tôt en mars et en février. Pour nous, plusieurs raisons peuvent expliquer la présente situation. Tout d'abord il y a de plus en plus d'actions et de manifestations spontanées qui se tiennent un peu partout au Québec. Nous n'avons qu'à penser aux manifestations nocturnes qui se multiplient et se répètent à Montréal. Alors que la CLASSE organisait une manifestation nationale le 25 avril 2012, la manifestation spontanée du soir même a été en mesure d'aller mobiliser plus de 4 fois plus de manifestantes et manifestants. Il en va de même avec la manifestation féministe du 27 avril 2012 qui a directement subi les conséquences des appels à des manifestations spontanées en plus de connaître plusieurs autres problèmes au niveau de la participation.

Il est donc de l'avis du Conseil exécutif que nous devrions absolument prioriser la diffusion de l'information à tous les membres dès le retour des Congrès. À ce titre les retours sur les actions nationales adoptées en Congrès doivent faire l'objet d'une communication privilégiée dans les assemblées générales locales en vue de stimuler la participation aux événements nationaux. Malgré que la grève en soit actuellement à un stade très avancé, nous jugeons qu'il est absolument nécessaire que nous assurions que nos actions et manifestations soient des réussites.

Par la suite, le Conseil exécutif souhaite relater certaines inquiétudes quant à l'organisation des actions féministes de la semaine du 7 mai 2012. À ce jour, nous n'avons eu qu'une seule action de soumise à notre attention. Nous nous demandons donc comment il serait possible de stimuler l'organisation d'actions pour réellement structurer et organiser cette semaine thématique. Nous vous invitons donc à vous saisir de ces questions dans vos assemblées générales, dans vos Conseils de grèves, dans vos réunions de Conseil exécutif, ainsi que dans vos salons respectifs.

Ensuite, le Conseil exécutif a travaillé à l'organisation conjointe avec la Coalition opposée à la privatisation et la tarification des services publics de l'action contre le Conseil Général du PLQ du 4 mai 2012. Nous avons également travaillé à l'organisation d'un contingent féministe et pro-féministe dans la manifestation syndicale du 1^{er} mai dernier. Une fois de plus, nous sommes relativement déçu-e-s du résultat en ce qui concerne la participation.

Puis, le Conseil exécutif est actuellement en attente d'un jugement du Juge en chef de la Cour supérieure du Québec qui sera probablement un point pivot dans notre actuelle campagne. Pour l'instant tout ce que nous savons, c'est que le Juge en chef de la Cour Supérieure a décidé de se saisir du dossier de l'ensemble des injonctions, afin potentiellement de rendre un jugement de nature plus globale, qui pourrait toucher l'ensemble des campus en grève du Québec. Nous vous tiendrons au courant de l'évolution du dossier dès que notre cabinet d'avocats et d'avocates pourra nous donner plus de détails sur ce dossier.

D'autre part, le Conseil exécutif souhaite vous rappeler que nos mandats se termineront dans moins d'un mois. Pour le moment, le Conseil exécutif se questionne encore sur le moment auquel nous devrions tenir le Congrès annuel de l'ASSÉ. Alors que l'actuelle campagne de grève semble être bien partie pour se prolonger, jusqu'à un avis contraire, nous nous questionnons sur la pertinence de tenir notre Congrès annuel avant la fin de la grève. De plus, nous nous sommes fait aborder à plusieurs reprises par des délégations d'associations étudiantes en instance ou en dehors de nos instances afin de nous entretenir sur la possibilité de prolonger nos mandats dans l'éventualité où la grève se poursuivrait. Pour le moment, le Conseil exécutif ne souhaite pas intervenir directement dans ce débat. Nous jugeons qu'il s'agit d'abord et avant tout d'un enjeu organisationnel et qu'en ce sens notre opinion ne devrait pas primer sur les mandats d'assemblées générales. C'est pour cette raison que le Conseil exécutif a pris l'initiative de joindre aux propositions du cahier du prochain

Congrès une plénière sur la question du Congrès annuel et de la durée des mandats du Conseil exécutif.

Finalement, nous souhaitons vous inviter

officiellement à réfléchir aux élections sur l'ensemble de l'équipe nationale de l'ASSÉ pour l'an prochain. Nous tiendrons une réunion élargie afin de traiter des élections nationales en marge du prochain Congrès samedi prochain.

Propositions

1.0 Procédures

1.3 Présentation du déroulement du Congrès et des procédures

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes de la planification du déroulement du Congrès.

1.4 Adoption du procès-verbal

1. Le Conseil exécutif propose que l'on adopte le procès-verbal du Congrès de la CLASSE des 28 et 29 avril 2012

3.0 Bilans

1. Le Conseil exécutif propose de faire un bilan de 15 minutes de ses activités et de l'état de la situation au national suivi d'une période de questions de 10 minutes.

4.0 Femmes

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 15 minutes par le PLAN Q.

5.0 Plan d'action

5.1 Manifestations et actions

1. Le Conseil exécutif propose que la CLASSE organise une action massive le 15 mai 2012 à Montréal.

2. Le Conseil exécutif propose que la manifestation du 23 mai soit repoussée au 27 mai.

3. L'AFESH-UQAM propose que la CLASSE lance une vaste campagne d'éducation populaire sur la question de la hausse des frais de scolarité et plus largement sur la question de la tarification et de la privatisation des services publics, politiques largement mises de l'avant par l'idéologie néolibérale. Que cette campagne soit notamment l'occasion de mettre de l'avant nos alternatives fiscales.

Que cette vaste campagne s'accompagne d'assemblées publiques aux 4 coins du Québec, avec des présentations de panélistes suivies de plénières à micro ouvert.

Que celle-ci soit coordonnée avec nos alliés des mouvements sociaux, particulièrement au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

4. L'AFESH-UQAM propose qu'en cas de déclenchement des élections provinciales, que la CLASSE lance une contre-campagne électorale visant à nuire à la réélection du PLQ et à forcer les autres partis à s'engager au gel des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire ou à subir la même contre-campagne.

5.2 Grève

1. Le Conseil exécutif propose que l'on tienne une présentation de 5 minutes suivie d'une plénière de 30 minutes sur la position à adopter dans le contexte d'annulations de sessions sur certains campus, avec limite des tours de parole à 3 minutes.

*2. Considérant que le débat sur la hausse des frais s'inscrit dans un projet de réforme complète de l'Université ;
Considérant que cette réforme ne peut se faire sans une transformation profonde de l'état québécois et par l'entreprise d'une position ferme de celui-ci contre l'idéologie néolibérale qui permet actuellement de soutenir les arguments d'austérité que le gouvernement tente nous imposer ;*

L'ACSSUM propose que la CLASSE reconnaisse que le seul moyen d'obtenir des gains concrets et à long-terme est un changement de gouvernement pour une réelle social-démocratie ;

Que la CLASSE invite ses membres à demeurer en grève pendant les élections et à avoir leur vote de reconduction de grève après la formation du nouveau gouvernement ;

Que la CLASSE s'engage prioritairement à une mobilisation citoyenne à travers l'organisation de rassemblements populaires ;

Que ces rassemblements populaires :

- Soient organisées à travers une diversité de réseaux existants,
- Aient comme objectif de développer la pensée politique citoyenne autour du néolibéralisme,
- Soient axés sur l'ensemble des enjeux électoraux et non sur la seule question des frais de scolarité et sur les études post-secondaires en général.

5.3 Négociations

1. Considérant que le gel des frais de scolarité au niveau de 2007 constitue un compromis considérable en regard de la gratuité scolaire;

Considérant qu'un système d'imposition à dix paliers permettrait au gouvernement de toucher des revenus supplémentaires de 1,5G\$ tout en réduisant le fardeau fiscal de 88% des contribuables québécois;

Considérant que de telles propositions sont directement tirées du cahier de négociation de la CLASSE et peuvent être adoptées lors de ce congrès;

Considérant qu'il est primordial de répondre rapidement à la contre-offre à rabais des fédérations étudiantes;

L'AGEEPP-UL propose que la CLASSE propose la contre-offre suivante au gouvernement:

- ▲ Gel des frais de scolarité au niveau de 2007
- ▲ Création d'un système d'impositions à dix paliers

2. Que la CLASSE ouvre elle-même une table de négociation;

Qu'elle invite la FECQ, la FEUQ et la TaCEQ;

Qu'elle y invite le gouvernement à condition que celui-ci dénonce son propre recours à la violence, dont la violence policière et à l'intimidation, qu'il s'excuse et qu'il se dore d'un mandat ministériel pour discuter de la hausse des frais de scolarité;

Que la rencontre ne se fasse pas à huis-clos;

Que les perturbations économiques et sociales se poursuivent pour la durée de cette table, autrement dit, sans trêve;

Que la Ministre revienne sur son appel à franchir les lignes de piquetage et qu'elle n'appelle plus les administrations d'établissements scolaire à forcer la reprise des cours

Proposition mise en dépôt au Congrès des 28 et 29 avril 2012

3. Que la CLASSE exige de la Ministre qu'elle réponde dans un délai de 48 heures après l'annonce publique de la proposition de la table de négociations après quoi l'offre ne tiendrait plus.

Proposition mise en dépôt au Congrès des 28 et 29 avril 2012

4. Que la CLASSE dénonce l'ajout ad hoc de conditions pour participer à la table des négociations;
Que la CLASSE refuse la tenue de toute trêve d'une durée déterminée ou indéterminée.

Proposition mise en dépôt au Congrès des 28 et 29 avril 2012

5. Que la CLASSE exige la démission du gouvernement en raison de son inaptitude à assumer ses responsabilités.

Proposition mise en dépôt au Congrès des 28 et 29 avril 2012

6. Que la CLASSE exige que les négociations soient publiques.

Proposition mise en dépôt au Congrès des 28 et 29 avril 2012

7. Que la CLASSE accepte une médiation avec le gouvernement à condition que nos Assemblées générales demeurent souveraines pendant tout le processus de médiation et que la CLASSE puisse proposer un médiateur ou une médiatrice.

Proposition mise en dépôt au Congrès des 28 et 29 avril 2012

6.0 ASSÉ

6.2 Congrès annuel et élections à l'ASSÉ

1. Le Conseil exécutif propose que l'on tienne une présentation de 5 minutes suivie d'une plénière de 15 minutes sur la possibilité de prolonger les mandats de l'équipe nationale de l'ASSÉ et de la CLASSE dans le cas d'un report du Congrès annuel de l'ASSÉ.

8.0 Finances

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes sur l'état des finances, suivie d'une période de question de 10 minutes, suivie d'une plénière de 10 minutes.

2. L'AÉCÉCUM propose que les frais de participation de l'AÉCÉCUM aux Congrès ou aux instances nationales de la CLASSE soient prises en charge par la CLASSE en puisant dans le fonds d'entraide jusqu'à concurrence de 300\$.

3. L'AECSAUM propose qu'une contribution de 300\$ lui soit versée à partir du fond d'entraide de la CLASSE afin de rembourser une partie des frais reliés à diverses actions artistiques sur le campus et hors campus.